

**Lettres québécoises**  
La revue de l'actualité littéraire



## La culture pour le peuple?

Jean Simoneau

Numéro 70, été 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/38627ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Productions Valmont

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Simoneau, J. (1993). La culture pour le peuple? *Lettres québécoises*, (70), 62–62.

Tous droits réservés © Productions Valmont, 1993

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

## Les éditeurs qui ne font pas leur travail...

C'est devenu un lieu commun pour plusieurs critiques, devant un roman plus ou moins maladroit, qui ne leur plaît pas ou qui ne rencontre pas leurs exigences de s'exclamer que l'éditeur a bâclé son travail ! Soit. Mais a-t-on déjà entendu un critique dire qu'un éditeur a bien fait son travail lorsque le livre est réussi ? Tous parlent plutôt du génie de l'auteur, de son formidable talent, de sa merveilleuse façon de raconter. Ce qui est correct, car c'est bel et bien l'auteur qui a écrit le roman, qui l'a créé de toutes pièces. Que l'éditeur y soit parfois pour quelque chose est-il si impensable ?

On crie haut et fort que l'éditeur a bâclé son travail, sans avoir jamais vu les différentes versions de l'œuvre avant sa publication. En effet, il arrive fréquemment que l'éditeur recommande, conseille à l'auteur de remanier tel passage, de raturer tel chapitre, d'étoffer tel personnage, de soigner tels dialogues. Il arrive également à l'éditeur de proposer à l'auteur un thème, un sujet, un changement de voie. L'éditeur n'est pas un imprimeur après tout.

D'autre part, il y a aussi le travail plus subtil, invisible même, mais tout aussi important, de l'éditeur qui est celui d'encourager, de féliciter, de soutenir et de publier un livre moins bon en espérant que le prochain sera sublime. Car chaque livre, chaque sujet a sa propre limite et chaque écrivain a également la sienne. De toute façon, il est impossible pour n'importe quel écrivain de se surpasser à chaque livre. L'écriture, comme la vie, a ses hauts et ses bas, et l'éditeur est là pour soutenir la démarche créatrice et stimuler la confiance des auteurs envers sa capacité de se surpasser.

Mais il arrive que l'auteur n'écoute pas. Car écrire demande beaucoup d'humilité. Il y a des auteurs qui ont la tête plus dure que le béton, qui ruent dans les brancards à la moindre suggestion, qui crient à l'ingérence littéraire devant le crayon rouge du correcteur ou de l'éditeur. Il y a des *prima donna* partout.

Les éditeurs ne sont pas parfaits (les auteurs non plus...), pour toutes sortes de raisons, ils publient des œuvres douteuses, des couvertures parfois affreuses, et ils laissent des coquilles ou des perles loufoques. L'erreur est humaine et tout le monde dans ce métier, je crois, fait de son mieux.

Mais il doit bien arriver aussi que la critique bâcle son travail, qu'elle lise en diagonale, trop vite, mal, avec un préjugé ou un parti pris. Le malheur, c'est qu'il le fait devant 3 000, 30 000, ou 300 000 lecteurs et que souvent l'auteur ne peut pas répliquer, le silence semblant être la règle d'or.

Enfin... on ne répétera jamais assez que l'art est difficile et que la critique est aisée.

*Robert Soulières*

## La culture pour le peuple ?

Me Lisa Frulla-Hébert,  
Quand j'entends parler de millions pour reprendre en main notre culture, je ne peux m'empêcher de douter, d'avoir peur...

Est-ce à dire que la littérature deviendra une « affaire de bourgeoisie » entre les mains des « féministes » ? Une « affaire de petits amis » ? Ou une « affaire pour les étrangers » ? Qui profitera de l'industrie de la culture ?

Tout indique que l'industrie de la Culture ne sera pas pour le peuple, pour les créateurs d'ici. Quand je me promène dans nos tabagies, je constate qu'il y a plus de Stephen King en vente que d'écrivains québécois. Quand je lis nos journaux, je constate que l'on y parle plus des écrivains d'autres pays que des écrivains de nos régions. Quand je songe à la Maison des écrivains, je me demande en quoi son apparition aidera les écrivains d'Abitibi ? Ne servira-t-elle pas davantage les étrangers en visite chez nous que les pauvres petits créateurs en région ?

Le problème est que, dans nos régions, les écrivains n'ont pas d'éditeurs qui ont les moyens financiers de publier. Ces pauvres ont des subventions globales qui n'arrivent même pas à couvrir les frais d'impression.

Je me permets quelques suggestions pour vraiment sauver « notre littérature nationale » :

1. Que le ministère de la Culture achète le nombre correspondant de livres au coût de l'impression de l'œuvre et que ces livres soient distribués dans les bibliothèques scolaires et publiques québécoises ou vendus dans une librairie d'œuvres régionales aménagée à même la Maison des écrivains.

2. Que les librairies et tabagies faisant la vente de livres aient un minimum d'espace réservé aux œuvres québécoises.

3. Que les journaux fassent écho de ce qui se publie dans les régions.

4. Que les programmes scolaires comprennent des cours sur la littérature québécoise, sauf en joual, pour ne pas empêcher nos jeunes d'apprendre à écrire correctement.

5. Que le nouveau Conseil des Arts ait un budget dont le montant global des bourses soit réparti par région. Que les bourses soient octroyées par un jury de personnalités du monde littéraire qui ne soient pas de cette région afin d'éliminer les cliques.

6. Que soit considérée œuvre littéraire : le roman, la nouvelle, l'essai, la biographie, la poésie, la science-fiction et le théâtre.

7. Qu'au moins 60 % des titres des bibliothèques scolaires soient des œuvres québécoises.

En espérant que vous serez plus ferme à créer une vraie politique de la culture que vous ne l'avez été dans vos négociations pour éliminer le fédéral d'un champ que l'on veut de compétence exclusive au Québec.

*Jean Simoneau*